



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA REGION CENTRE

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Centre

Lucé, le 26 avril 2010

Unité territoriale d'Eure-et-Loir

Référence : 7117/RAPAUTO/IC10191

Affaire suivie par

ut28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 02 37 91 27 60 – Fax : 02 37 90 71 92

0711720100426SYN

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées
à
Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir**

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER
EN EXTENSION ET RÉGULARISATION

CENTRE DE TRI ET DE TRANSIT DE DÉCHETS INDUSTRIELS BANALS ET D'EMBALLAGES MÉNAGERS
STOCKAGE ET RÉCUPÉRATION DE DÉCHETS DE MÉTAUX ET DE VÉHICULES HORS D'USAGE

SOCIÉTÉ BEAUFILS RÉCUPÉRATION

COMMUNE DE **NOGENT-LE-ROTRON**

PJ : 1 plan de situation ;
1 projet d'arrêté préfectoral complémentaire.

ZI 59 rue de Beauce
28110 LUCE
Tél. : 02 37 91 27 60
Fax : 02 37 90 71 92

<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Par lettre en date du 28 novembre les co-gérants de la SARL BEAUFILS RECUPERATION, dont le siège social est actuellement situé 13 Rue de la Bruyère – 28400 Nogent le Rotrou, sollicitent l'autorisation d'exploiter une station de transit de déchets industriels banals et d'emballages ménagers, en Zone Industrielle de l'Aulnay – 13 Rue de la Bruyère – 28400 Nogent le Rotrou, dans le cadre de la régularisation de ses activités.

A cet effet, un dossier, auquel ont été annexées notamment une étude d'impact et une étude de dangers, a été déposé le 6 décembre 2005, complété successivement les 7 septembre 2006 et 19 avril 2007, et reconnu formellement recevable par le service d'inspection le 25 avril 2007.

1. OBJET DE LA DEMANDE

1.1. Nature et volume des activités

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du Code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

| Rubrique | Alinéa | AS, A, D, NC | Libellé de la rubrique (activité) | Nature de l'installation | Critère de classement | Seuil du critère | Unité du critère | Volume autorisé | Unités du volume autorisé |
|----------|--------|-----------------------|---|--|---|------------------|------------------|-----------------|---------------------------|
| 2712 | | A | Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transport hors d'usage, la surface étant supérieure à 50 m ² . | Démolisseur de VHU 500 unités / an | surface | 50 | m ² | 1 200 | m ² |
| 2713 | 1 | A | Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux | Stockage et récupération de métaux et d'alliages | surface | 1 000 | m ² | 1 200 | m ² |
| 2714 | 2 | D | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux, de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois | Transit de DIB, papiers/cartons, bois (palettes), plastiques... | volume susceptible d'être présent dans l'installation | 1 000 | m ³ | 200 | m ³ |
| 2718 | 1 | A | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement | Récupération de batteries (26t), huiles usagées (5000L), fluides extraits des VHU... | Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation | 1 | t | 40 | t |
| 2716 | | NC | Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes | Transit d'ordures ménagères pré-triées issues de collectes sélectives | volume susceptible d'être présent dans l'installation | 100 | m ³ | 50 | m ³ |
| 1432 | | NC | Liquides inflammables (stockage) | Stockage de fuel et de carburants usagés | | 10 | m ³ | 5 | m ³ |
| 1530 | | NC | Papier, carton ou analogues | Dépôt | | 1000 | m ³ | 150 | m ³ |
| 2663 | 2 | NC | Pneumatiques, produits avec polymères >50% (stockage) | stockage | | 1000 | m ³ | 50 | m ³ |

AS autorisation - Servitudes d'utilité publique

A autorisation

D déclaration

C soumis au contrôle périodique prévu par l'article L512-11 du Code de l'Environnement

NC installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

1.2. Description de l'établissement et historique administratif

La société BEAUFILS RÉCUPÉRATION bénéficie actuellement des actes administratifs suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° 1711 du 15 octobre 1984 pour les rubriques 286 et 329 de la nomenclature des installations classées ;
- arrêté préfectoral n° 449 du 29 mars 1996 délivrant l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballages en papiers et cartons (max 2 400t/an) ;
- arrêté préfectoral n° 1329 du 22 juillet 1998 délivrant l'agrément pour la valorisation par recyclage de déchets pré-triés d'emballages constitués de housses en polyéthylène(max 200t/an) ;
- récépissés de déclaration n° 28/001/2004 NC et n° 28/001/2004 TR du 5 janvier 2004 pour assurer l'activité de négoce ou de courtage des déchets et pour assurer l'activité de transport par route de déchets ;
- arrêté préfectoral du 25 mai 2007 portant agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage (PR 28 00009 D).

L'activité principale est la récupération, le tri et le stockage de déchets avant traitement ou recyclage extérieur.

Les activités exercées sur le site sont les suivantes :

- récupération de métaux, ferrailles, papiers, cartons, plastiques, bois ;
- location de bennes pour le stockage des déchets chez le client ;
- enlèvement de déchets industriels banals ;
- compactage de plastiques.

Le site est implanté à Nogent le Rotrou, dans la zone industrielle de l'Aulnay, sur une superficie de 1,4 ha dont 1 500 m² bâti (voir plan en pièce jointe). La société emploie actuellement 9 personnes. Le voisinage du site est constitué de la zone industrielle et de champs cultivés. Les tiers les plus proches sont constitués du logement de fonction de M. BEAUFILS, gérant, jouxtant le site, ainsi qu'une maison riveraine située de l'autre côté de la rue, au 14 rue de la bruyère.

1.3. Présentation de la demande

La demande concerne l'exploitation en régularisation d'une station de transit de déchets industriels banals et d'emballages ménagers.

L'activité concerne le transit, le tri, le conditionnement et le stockage de déchets :

Origine des déchets :

Industrie, tris sélectifs, particuliers, commerçants, quincailliers, grande distribution ;

Essentiellement de Nogent le Rotrou, ainsi que quelques communes alentours.

Les VHU proviennent à 50% d'Eure-et-Loir, ainsi que de la Sarthe et de l'Orne (+ 5% autres départements).

Destination : entreprises de recyclage et de transformation de matériaux :

| Déchets | Activité | Destination |
|--|--|--|
| DIB 1 250 t/an | déchargement de bennes de 10 m ³ , stockage temporaire (2-3 jours), chargement de benne de 30 m ³ | ISS Environnement ; ONYX Copeaux ; Orisane ; SNN : pour valorisation |
| Ordures ménagères issues du tri sélectif 3 t max sur site | déchargement de bennes de 10 m ³ , stockage temporaire (1/2 j max), chargement de benne de 30 m ³ . | Centre de tri du SICTOM |
| Carton 2 000 t/an 80 t max sur site | tri et compactage avant envoi en cartonnerie | Cartonnerie (72) pour recyclage |
| Plastique 200 t/an 50 m ³ max sur site | tri et compactage en balles pour revente à négociants | négociants |
| Ferraille et matériaux non ferreux 2 745 t/an 1 200m ² max sur site | tri, stockage (hangar), revente | SA PASSENAUD (en vue d'une transformation en fonderie) |
| Moteurs | stockage dans cases spéciales | SA PASSENAUD (en vue d'une transformation en fonderie) |
| Batteries | stockage temporaire dans benne inox étanche et couverte de 10m ³ avec réservoir de 600 L équipée d'une vanne de vidange | SA PASSENAUD pour valorisation |

| Déchets | Activité | Destination |
|---|---|------------------------------------|
| Carcasses de véhicules usagés avec pneus, verres et pots catalytiques 250 t/an | stockage temporaire avant expédition sur dalle béton (sans batterie mais avec pneus et verres) | SA PASSENAUD pour valorisation |
| Huiles usagées issues de véhicules usagés | stockage temporaire dans 2 citernes de rétention étanches de 1500 L, situées dans le hangar, avant expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Liquides de frein usagés issus de véhicules usagés | stockage temporaire dans des bacs de rétention et des réservoirs étanches puis expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Carburants usagés issus de véhicules usagés | stockage temporaire dans des bacs de rétention double paroi de 5000L puis expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Liquides lave-glace usagés issus de véhicules usagés | stockage temporaire dans des bacs de rétention étanches puis expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Liquides de circuits d'air conditionné usagés issus de véhicules usagés | stockage temporaire dans une bouteille de récupération puis expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Liquides de refroidissement usagés issus de véhicules usagés | stockage temporaire dans des bacs de rétention et des réservoirs étanches puis expédition | SA CHIMIREC (35) pour retraitement |
| Location de bennes | bennes disponibles à la location pour les industriels et les particuliers | |
| Transport de déchets | 4 camions | |
| Pneus | | centre de tri agréé |

Installations sur le site : 1 presse à carton ; 1 broyeur à plastique ; 1 grappin.

1.4. Cadre administratif de l'instruction

➤ Régularisation :

Suite à l'inspection du 14 avril 2005, il est apparu que la société BEAUFILS RECUPERATION, initialement autorisée au titre des rubriques 286 (ferrailles) et 329 (papiers souillés) de la nomenclature des installations classées, a développé une activité de transit de déchets industriels banals et d'emballages ménagers, sur son site.

Cette activité est visée par les rubriques 167A et 322A de la nomenclature des installations classées et est soumise au régime de l'autorisation.

L'arrêté préfectoral du 10 mai 2005 a mis en demeure l'exploitant de déposer un dossier de régularisation. Le dossier déposé le 6 décembre 2005 répond à cette mise en demeure.

➤ Modification de la nomenclature :

Par décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement a été modifiée, notamment les rubriques relatives aux activités liées aux déchets. Le projet d'arrêté préfectoral tient compte de ces modifications.

➤ Augmentation du nombre de VHU traités :

Par courrier du 1^{er} avril 2008, l'exploitant a sollicité une modification de son arrêté préfectoral du 25 mai 2007 portant agrément pour l'exploitation d'installations de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage. En raison d'une forte demande, l'exploitant sollicite l'autorisation de porter la quantité admissible à 500 unités par an (article 3.1) au lieu des 150 actuellement autorisées.

Par lettre du 19 mai 2008, le préfet a indiqué à l'exploitant la nécessité de fournir un dossier à l'appui de sa demande permettant de préciser les impacts dus à cette augmentation de capacité. Cette demande a été traitée en parallèle de la présente procédure de régularisation. L'exploitant a fourni des éléments complémentaires par courrier du 18 février 2010, ce qui a permis l'intégration de cette demande dans le présent projet d'arrêté d'autorisation.

Les installations sont compatibles avec le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés.

1.5. Maîtrise d'urbanisation

Sans objet, l'évaluation quantitative des risques réalisée par l'exploitant dans son étude de dangers montre que les effets thermiques d'un incendie restent confinés à l'intérieur du site.

2. PROCEDURE D'INSTRUCTION

2.1. Enquête publique

L'enquête publique, prescrite par arrêté préfectoral du 15 mai 2007, s'est déroulée du 11 juin 2007 au 11 juillet 2007.

Le périmètre d'affichage est de 1 km, les communes concernées sont donc Nogent-le-Rotrou, commune d'implantation de l'installation, et Margon.

Aucune observation n'a été faite au cours de l'enquête publique, aucun courrier n'a été adressé au Commissaire enquêteur.

Un riverain du site a rencontré le commissaire enquêteur et lui a fait part de ses remarques sur des nuisances sonores liées au fonctionnement de la presse à cartons et sur le processus de collecte des eaux pluviales.

S'agissant des seules observations formulées au cours de l'enquête, le commissaire enquêteur n'a pas demandé de mémoire en réponse à l'exploitant, mais a adressé au riverain, par courrier du 10 juillet 2007, des éléments de réponse issus du dossier de demande et d'éléments demandés à l'exploitant.

2.2. Avis du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande de la SARL BEAUFILS RECUPERATION pour la poursuite de l'exploitation.

2.3. Avis des conseils municipaux

Les conseils municipaux des communes de Nogent le Rotrou et de Margon ont été consultés par lettre du préfet du 22 mai 2007. Ils n'ont pas émis d'avis sur le projet.

2.4. Avis des services consultés

2.4.1. Direction Régionale de l'Environnement

La Direction Régionale de l'Environnement émet (11/07/07) un avis favorable sous réserve de la prise en compte des observations suivantes :

- Eaux pluviales :

« Les eaux de ruissellement sont traitées par un débourbeur / déshuileur avant rejet au réseau EP communal, qui déverse dans l'Huisne sans traitement supplémentaire.

Vu la nature de l'activité, les eaux de ruissellement peuvent être chargées en plomb (provenant des batteries), en hydrocarbures et huiles (provenant des véhicules usagés), en ions métalliques provenant de métaux non ferreux ou par tout autre polluant.

Le traitement par débourbeur / déshuileur présentant un rendement épuratoire limité (de l'ordre de 20%), il peut s'avérer insuffisant pour la protection du milieu. En conséquence il est nécessaire de caractériser la qualité de l'effluent avant rejet dans le réseau communal d'eaux pluviales et d'adapter le traitement aux exigences du milieu récepteur (Huisne). »

- Eaux d'incendie :

« En page 95 de l'étude d'impact, il est indiqué qu'un bassin de confinement des eaux d'incendie étanche serait édifié avec la fin des travaux prévue pour l'été 2007. Je prends acte de cette opération. »

Prise en compte de l'avis dans le projet d'arrêté d'autorisation :

Un débourbeur-déshuileur est prescrit à l'article 4.3.4 du projet d'arrêté d'autorisation.

Une analyse annuelle des rejets est prescrite à l'article 9.2.1 du projet d'arrêté d'autorisation, elle portera sur les paramètres mentionnés à l'article 4.3.11.

Le confinement des eaux d'extinction est prescrit à l'article 7.7.6.1 du projet d'arrêté d'autorisation.

2.4.2. Service Départemental d'Incendie et de Secours

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours d'Eure-et-Loir émet (08/06/07) un avis favorable à la demande. Il attire l'attention du pétitionnaire sur le respect des remarques suivantes :

« Aménager une réserve d'eau d'une capacité minimum de 120 m³, de préférence enterrée, conformément aux dispositions prises par la circulaire interministérielle n °465 du 10 décembre 1951 en veillant plus particulièrement à :

- 1) permettre la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, par la création d'une plateforme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilonewton et ayant une superficie minimale de 32 m² (8mx4m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 m, stationnement exclu,
- 2) limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6m dans le cas le plus défavorable,
- 3) veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison,
- 4) curer la réserve périodiquement,
- 5) la protéger sur la périphérie, au moyen d'une clôture, munie d'un portillon d'accès, afin d'éviter les chutes fortuites,
- 6) la positionner à moins de 100 m du bâtiment (ou de l'établissement) et la signaler au moyen d'une pancarte toujours visible.

Le débit requis est le plus contraignant à savoir 94 m³/h.»

Prise en compte de l'avis dans le projet d'arrêté d'autorisation :

La réserve d'eau de 120 m³, est prescrite à l'article 7.7.3 du projet d'arrêté d'autorisation.

2.4.3. Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

La Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt d'Eure-et-Loir émet (25/06/07) un avis favorable à la demande.

2.4.4. Direction Départementale de l'Équipement

La Direction Départementale de l'Équipement d'Eure-et-Loir émet (27/07/07) un avis favorable à la demande.

2.4.5. Parc Naturel Régional du Perche

Le Parc Naturel Régional du Perche émet (24/07/07) un avis favorable (délibération du 13/07/07) avec les recommandations suivantes :

« - Le Parc insiste sur le nécessaire entretien du débourbeur déshuileur, qui apparaît primordial pour éviter toute pollution des milieux naturels, notamment de l'Huisne.

- Le Parc préconise aussi la mise en place d'un contrôle régulier du bon état de la dalle béton, des cuves et des bennes étanches. »

Prise en compte de l'avis dans le projet d'arrêté d'autorisation :

L'entretien du débourbeur-déshuileur est prescrit à l'article 4.3.4 du projet d'arrêté d'autorisation.

Un contrôle régulier, a minima semestriel, du bon état des zones imperméabilisées (dalle béton), des cuves et bennes étanches est prescrit à l'article 7.6.3 du projet d'arrêté d'autorisation.

2.4.6. Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales d'Eure-et-Loir émet (20/07/07) des observations sur l'évaluation des risques sanitaires pour la population et conclut que « l'analyse des effets sur la santé présentée dans cette étude d'impact ne [lui] permet pas de donner un avis sanitaire sur ce projet. En conséquence, le dossier doit être complété ».

Dans l'attente des compléments demandés par la DDASS, des arrêtés préfectoraux de prorogation ont été pris afin de prolonger le délai d'instruction du dossier de demande d'autorisation.

Des échanges entre l'exploitant, l'inspection des installations classées, la préfecture et la DDASS ont eu lieu afin de compléter le dossier.

L'exploitant a transmis un dossier « évaluation qualitative des risques sanitaires – version juillet 2008 ».

La DDASS a émis, par rapport du 12/09/2008, des observations sur les compléments apportés. Ces éléments ont été communiqués à l'exploitant le 18/09/2008.

L'exploitant a complété son dossier « évaluation qualitative des risques sanitaires – version janvier 2009 », sur lequel un avis de la DDASS a été sollicité.

La DDASS émet (20/07/09) un avis favorable à la demande et précise que :

« Le bureau se limite à une étude qualitative. Au titre du principe de proportionnalité, cette approche est recevable.

L'environnement du site a été caractérisé.

Toutefois, il est regretté que l'évaluation de l'exposition soit limitée à la voie ingestion. L'émission de polluants particuliers générés par l'activité du site supposerait de retenir également la voie respiratoire. »

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

➤ Air :

L'installation a un impact négligeable sur la qualité de l'air. Les seuls rejets proviennent de la circulation des véhicules. Soit environ 14 entrées/sorties par jour (VL+VP).

Concernant les émissions de poussières, l'exploitant s'engage à humidifier les surfaces sources de poussières autant que de besoin.

➤ Eau :

Le lessivage par les eaux météoriques des matériaux stockés pourrait être à l'origine d'une pollution du milieu naturel.

Les mesures prises par l'exploitant ou prévues par le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation sont les suivantes :

- les véhicules usagés et ferrailles sont stockés sur une dalle bétonnée imperméable, les eaux de ruissellement sont dirigées vers le réseau EP communal, après traitement par un débourbeur-déshuileur ;
- les pièces graisseuses, moteurs, câbles électriques... sont stockés dans des cases spécifiques, imperméables, et reliées à la dalle béton précédemment citée ;
- les stockages des ordures ménagères pré-triées et des DIB en transit sont également sur surface imperméabilisée reliée au débourbeur-déshuileur ;
- les batteries et accumulateurs sont stockés dans une benne inox recouverte d'un textile imperméable. Cette benne, entièrement imperméable, est munie d'un réservoir de 60 L permettant de récupérer d'éventuelles fuites de batteries ; ce réservoir est vidangé ;
- un hangar permet de stocker les autres matériaux (matériaux non ferreux, pièces sujettes à envol) à l'abri du vent et des eaux météoriques ;
- les eaux de ruissellement sont traitées par un débourbeur-déshuileur dont l'entretien est régulier et a minima annuel ; le système a été dimensionné pour la surface totale du chantier et pour une pluie décennale ;
- la citerne de carburant est une cuve double paroi.

Déchets :

Les déchets sont éliminés dans des filières dûment autorisées.

➤ Bruit :

L'installation est à l'origine de nuisances sonores liées au fonctionnement des véhicules, du grappin, du compacteur et du broyeur. Ce sont des sources ponctuelles de bruit.

Une étude acoustique a été réalisée du 27/04/06 au 07/06/06 en limite de propriété des habitations riveraines et en limite de propriété du site. Elle indique un respect des niveaux de bruit ambiant en limite de propriété mais un dépassement de l'émergence en 2 points : le logement de Monsieur Beaufils, gérant du site (point n° 2, parcelle 62) et, selon l'intensité du trafic, une habitation riveraine située au sud du site (point n° 5, parcelle 53). L'étude préconise une manipulation du grappin qui évite les chocs en carcasses de véhicules.

➤ Transport :

Le nombre d'entrées et de sorties de véhicules est en moyenne de 14 par jour (VL + PL). Le projet a peu d'influence sur le trafic.

➤ Paysages :

La hauteur des stockages peut occasionner temporairement une gêne visuelle. Pour limiter l'impact, le site est bordé de haies et d'arbres (sauf devant les bureaux). De plus, la hauteur des stocks de VHU dépollués est limitée à 4 m.

➤ Risques :

Les risques principaux sont :

- incendie des matériaux combustibles ;
- incendie de la cuve de fuel de 5 000 L ;
- explosion liée à la présence de la cuve de fuel ;
- pollution des eaux en cas de défaillance du débourbeur-déshuileur ou en cas de gros orage ;
- pollution des eaux en cas de fissures de la dalle béton (contrôle visuel régulier pour palier à ce risque) ou de la cuve de fuel (double paroi) ;
- pollution de l'air en cas d'explosion de la cuve fuel.

Suite à l'évaluation des risques, 2 scénarii ont été développés :

- scénario 1 : incendie du stock de VHU (des fuites de matières inflammables des VHU, combinées à des activités de découpe, soudure ou à la présence d'un mégot, peuvent engendrer la propagation de l'incendie au tas de VHU)
- scénario 2 : incendie de l'aire de stockage cartons/plastiques/bois (un problème électrique peut être à son origine)

Moyennant la séparation des stockages de ferrailles et métaux non ferreux et des stockages des VHU, **les zones d'effets à 3 et 5 kW/m² restent confinées à l'intérieur des limites de propriété** (logement de fonction compris).

Le dimensionnement des besoins en eaux pour l'extinction d'un incendie a été réalisé avec le document technique D9. Le débit requis est de 94 m³/h. Une réserve incendie de 120 m³ est prescrite à l'article 7.7.3 du projet d'arrêté d'autorisation.

Le dimensionnement du volume nécessaire pour la rétention des eaux d'extinction a été réalisé avec le document technique D9A. Le volume à stocker est de 200 m³. Un système de confinement des eaux d'extinction est prescrit à l'article 7.7.6.1 du projet d'arrêté d'autorisation.

Les moyens de prévention mis en œuvre sont les suivants :

- la cuve à carburant est double paroi ;
- la société a été certifiée conforme à la règle de l'APSAD relative à l'installation d'extincteurs mobiles sur le site ;
- le site possède 13 extincteurs mobiles et 2 RIA ;
- le hangar possède 3 exutoires de fumée ;
- le débourbeur-déshuileur est régulièrement entretenu ;
- des EPI sont à disposition du personnel (chaussures de sécurité, casques, baudriers, lunettes et gants obligatoires ; protections auditives disponibles près du compacteur ; une douche à disposition) ;
- le site est clos (grillage) et une alarme anti-intrusion a été mise en place ;
- le personnel est sensibilisé et formé à la sécurité ;
- fumer est interdit sur le chantier et dans le hangar.

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

3.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Les remarques formulées lors de l'enquête publique et administrative ont donné lieu aux prescriptions suivantes :

- La mise en place d'un débourbeur-déshuileur est prescrite à l'article 4.3.4 du projet d'arrêté d'autorisation, qui prévoit également son entretien régulier et a minima annuel ;
- Un contrôle régulier, a minima semestriel, du bon état des zones imperméabilisées (dalle béton), des cuves et bennes étanches est prescrit à l'article 7.6.3 du projet d'arrêté d'autorisation ;
- Une analyse annuelle des rejets est prescrite à l'article 9.2.1 du projet d'arrêté d'autorisation, elle portera sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO5, Hydrocarbures totaux, Aluminium, Cuivre, Fer, Zinc, et Plomb ;
- Le confinement des eaux d'extinction est prescrit à l'article 7.7.6.1 du projet d'arrêté d'autorisation.

- La réserve d'eau de 120 m³, est prescrite à l'article 7.7.3 du projet d'arrêté d'autorisation, avec tous les aménagements demandés par le SDIS.

3.2.2. Selon l'analyse de l'inspecteur des installations classées

Le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation reprend les dispositions réglementaires en matière de niveau sonore à ne pas dépasser en limite de propriété et en zones à émergences réglementées au titre 6.

Le projet d'arrêté prescrit, à l'article 9.2.3.1, le renouvellement des mesures sonores tous les 3 ans.

Des dispositions concernant l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages sont prévues à l'article 5.1.9 du projet de l'arrêté préfectoral d'autorisation qui vaut agrément en application de l'article R. 515-37 du code de l'environnement.

Des dispositions concernant l'agrément pour les activités de stockage et de dépollution des véhicules hors d'usage sont prévues à l'article 8.2.2.2 du projet de l'arrêté préfectoral d'autorisation, ces dispositions complètent celles de l'arrêté préfectoral complémentaire portant agrément du 25 mai 2007.

4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

Les enquêtes publiques et administratives menées dans le cadre du dossier de demande d'autorisation de la Société BEAUFILS RECUPERATION à Nogent-le-Rotrou ont donné lieu à des avis favorables pour ce qui concerne les avis exprimés.

L'exploitant a transmis les compléments permettant de lever l'avis défavorable formulé par la DDASS.

Le service instructeur émet un AVIS favorable sur le dossier présenté.

5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Conformément aux articles R. 512-25, R. 515-37 et R. 543-71 du code de l'environnement, nous proposons à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CoDERST) pour avis sur le projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

L'inspectrice des installations classées,

Vu et transmis avec avis conforme,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef de l'unité territoriale,